

Tout comprendre à la scission de l'Unef

Par [Hadrien Mathoux](#)

Publié le 22/05/2019 à 10:30



L'Unef est depuis plusieurs années minées par ses divisions internes. - Estelle Ruiz / NurPhoto

Quelque 86 militants de l'aile gauche de l'Unef ont annoncé dimanche 19 mai leur démission du syndicat étudiant. Un départ qui témoigne de la crise profonde du mouvement, progressivement rongé par l'indigénisme.

Pour le néophyte, la description des rapports de force au sein de l'Union des étudiants français (Unef) se réduit à une litanie incompréhensible d'acronymes : AGE, BN, TUAS issue de la TMAS et de la TUUD... Jusqu'à éclipser l'importance de la scission du dimanche 19 mai, qui a vu 86 représentants du syndicat historique quitter l'organisation via une lettre ouverte de 22 pages. Depuis cinq ans, l'Unef est en crise et a même été dépassée en 2016, pour la première fois, par la Fédération générale des associations étudiantes (Fage) lors des élections aux Crous. Décryptage des ressorts des derniers bouleversements.

Comment fonctionne l'Unef ?

Le syndicat créé en 1980 fonctionne de manière très pyramidale. Dans chaque ville universitaire, ainsi que dans chaque université de la région parisienne, existe une Association générale d'étudiants (AGE). Tous les deux ans, un congrès se tient dans toutes les AGE pour désigner le bureau local composé d'un président, d'un secrétaire général et d'un trésorier. C'est aussi lors de ces congrès locaux que plusieurs tendances s'affrontent en proposant des textes d'orientation, à la manière des courants du PS. Au sein des AGE, des délégués sont élus à la proportionnelle de chaque tendance et composent le Congrès national, tous les deux ans, qui élit la Commission administrative (le "parlement de l'Unef"), lequel élit à son tour le Bureau national, soit l'exécutif du syndicat étudiant, composé d'au moins 20 membres (dans les faits, une quarantaine). Tout ce beau monde se réunit au moins trois fois par an avec tous les présidents d'AGE pour décider de l'orientation de l'Unef, formant lors de ces occasions le Collectif national. La vie interne du syndicat est avant tout animée par les querelles entre les différentes tendances, fonctionnement qui fait d'ailleurs l'objet de critiques.

Quelles sont les tendances concurrentes au sein du syndicat ?

Lors du congrès de Paris en 2017, quatre tendances ont obtenu des élus, elles-mêmes souvent issues de la fusion de plusieurs tendances. Pour simplifier la compréhension des rapports de force, restons-en aux quatre tendances représentées au plan national. La plus importante est la Tendance majorité nationale (TMN), qui domine l'Unef depuis la réunification des deux branches du syndicat en 2001. Fondée sur les ruines d'anciennes tendances, elle n'a pas de colonne vertébrale idéologique (tout en s'inscrivant à gauche, bien sûr) mais a plutôt pour but d'avoir un poids structurel important, comme en témoigne son nom. Majoritaire par vocation, la TMN était ainsi la tendance des militants membres de la France insoumise qui ont tenté de prendre le contrôle du syndicat, à l'été 2017, avant d'être purgés. Elle compte également beaucoup de hamonistes.

La principale tendance d'opposition à la TMN est la Tendance unité et action syndicale (TUAS), qui représentait un bon quart des élus de l'Unef et contrôlait une quinzaine d'AGE... avant la scission du dimanche 19 mai. En effet, la majorité des membres de l'Unef qui ont alors décidé de claquer la porte du syndicat militaient à la TUAS. Une tendance "*marquée par le prisme intellectuel de la lutte des classes et proche du Parti communiste*", décrypte Théo Florens, ancien cadre qui a navigué entre la TMN et la tendance réformiste de l'Unef. Les militants de la TUAS sont notamment reconnus pour leur savoir-faire sur le terrain, un élément qui a son importance dans le contexte particulier de l'Unef.

La Tendance pour une alternative syndicale et réformiste (TASER), qui a fait un peu plus de 7% au congrès de Paris en 2017, représente l'aile droite de l'Unef. Elle est la seule à avoir gardé des liens étroits avec une formation politique, en l'occurrence le Parti socialiste, et compte aussi bien des sociaux-démocrates que des socialistes tendance Arnaud Montebourg. D'après nos informations, la TASER a elle aussi sérieusement envisagé de quitter l'Unef, lançant même un texte de scission, avant de reculer. Désormais, les militants de la TASER voient le départ de l'aile gauche du syndicat comme une opportunité pour reprendre du poids au sein de l'Unef.

Enfin, la Tendance action collective et luttes étudiantes (TACLE), fondée en 2015, représente un peu plus de 2% au niveau national. Elle compte nombre de militants du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et s'inscrit dans le trotskisme et une vision combative du syndicalisme.

Quelles sont les conséquences de la scission ?

La défection de 86 représentants fait d'abord perdre à l'Unef la plus grande partie de sa deuxième tendance, la TUAS, dont les membres vont probablement chercher à fonder leur propre syndicat étudiant. S'il est difficile d'estimer le nombre de scissionnaires, les estimations fluctuent entre 15 et 35% des membres de l'Unef. La lettre de démission énumère de nombreux problèmes internes au syndicat, parmi lesquels le fonctionnement en tendances, accusé de "*figer les clivages et éloigner les individus des objectifs communs de l'organisation*", les "*enjeux de pouvoir interne*" étant pointés comme la source de "*divisions stériles*". L'organisation très verticale et centralisée est également mise en cause. Les militants appartenant à des tendances minoritaires font état d'une absence complète de débats et d'une attitude souvent belliqueuse à leur encontre de la part d'adhérents à la TMN.

Ces griefs rappellent également que depuis cinq ans, l'Unef est en très net déclin. Menacée sur le terrain, l'association s'est réfugiée dans des postures qui l'ont conduite à se marginaliser encore davantage. "*Parmi les militants, on a coutume de dire que l'Unef marche sur deux jambes, développe Théo Florens. Une jambe militante et syndicale, ainsi qu'une jambe plus sociétale et politique. Avec le déclin de l'Unef, les militants de la tendance majoritaire ont davantage mis l'accent sur la branche sociétale, ce qui leur a permis de concilier les autres tendances*". Au prix d'un éloignement du terrain et du développement de discours de plus en plus radicaux qui altèrent l'image de ce syndicat historique de la gauche.

Quel poids ont les tendances indigénistes à l'Unef ?

La vérité a sauté à la figure de ceux qui ne s'y intéressaient pas de près [lors de l'incendie de Notre-Dame de Paris](#) : [traditionnellement laïque](#) et universaliste, l'Unef compte désormais en son sein des cadres nationaux capables, comme la membre du bureau national Hafsa Askar, de moquer un "*délire de petits blancs*". Cela fait plusieurs années que [l'intersectionnalité](#), la promotion du communautarisme, voire le racisme inspiré des idées d'Houria Bouteldja, ont le vent en poupe à l'Unef. Une tendance qui a démarré en 2015 avec la location par l'Unef de salles de prière pour des étudiants musulmans. Puis s'est poursuivie avec l'élection d'une présidente arborant le hijab, [Maryam Pougetoux](#), à l'AGE de Paris-IV en mai 2018. Sans parler des listes communes avec l'association des Etudiants musulmans de France (EMF), qui gravite dans la sphère des Frères musulmans, ou de la participation de militants à [la censure de la pièce de théâtre d'Eschyle, Les suppliantes](#).

La scission de dimanche a sur ce plan donné lieu à une manœuvre intéressante : les principaux cadres mis en cause pour leurs tweets lors de l'incendie de Notre-Dame, Hafsa Askar et Edouard Le Bert, étaient membres de la TUAS et ont signé la lettre de démission. Ils devaient passer devant une commission disciplinaire de l'Unef en juin. Mélanie Luce, la présidente de l'Unef, a eu beau jeu d'établir un lien entre leur départ et ces messages, évoquant dans *Le Figaro* "*des désaccords sur ce que doit être un syndicaliste*". Dans leur lettre de démission, les scissionnaires s'attaquaient à la TASER, accusant cette tendance d'adopter "*des positionnements réactionnaires sur les questions de laïcité, de racisme et plus globalement d'oppressions systémiques*".

Avec le départ d'une grande partie de la TUAS, doit-on s'attendre à un recul de l'influence du Parti des indigènes de la République (PIR) à l'Unef ? Selon nos sources, c'est loin d'être le cas. "*L'intersectionnalité s'est imposée comme logiciel de lecture en 2015, et les thèses indigénistes ne choquent pas qui que ce soit à l'Unef*, regrette Théo Laurens. *La manœuvre de la TMN qui consiste à faire croire que les indigénistes sont partis avec la TUAS est d'une hypocrisie sans nom*". L'Unef n'en a donc probablement pas fini avec les tracts délirants dénonçant les "*appareils photo paramétrés uniquement pour la peau blanche*".